

Rapport de la cinquième réunion du Conseil d'orientation du Programme ONU-REDD

PROGRAMME ONU-REDD

4-5 novembre 2010

Washington, ÉTATS-UNIS



Synthèse des recommandations et décisions du Conseil d'orientation

1^{ère} séance : ouverture de la réunion

1. Le Conseil a souhaité la bienvenue à la Guyane et au Gabon comme pays partenaires du Programme, en réponse à leur demande de participation au Programme ONU-REDD.
2. Le Conseil a approuvé l'ordre du jour.

2^e séance : échange d'informations, progrès accomplis et contributions annoncées

3. Le Conseil s'est félicité des progrès réalisés par le Programme. Il a en particulier pris note de l'augmentation du nombre de pays partenaires et du portefeuille de financement, et du renforcement significatif de la coopération avec le FCPF et le FIP, initiatives REDD+ accueillies par la Banque mondiale.
4. Le Conseil a accueilli avec satisfaction les nouvelles annonces de contributions suivantes :
 - a) L'Espagne a confirmé son soutien au Programme et garanti 1 million d'euros pour 2010. Toutefois, du fait des difficultés financières actuelles, l'annonce d'autres engagements est suspendue.
 - b) Le Danemark a annoncé une nouvelle contribution de 33 millions de couronnes danoises (soit environ 6 millions de dollars américains).
 - c) Déterminée à maintenir son soutien au Programme ONU-REDD, la Norvège devrait annoncer une nouvelle contribution après l'approbation du budget national pour 2011.
 - d) Le Japon a annoncé qu'il envisageait de contribuer au programme global
5. Le Conseil a approuvé le rapport intérimaire semi annuel du Programme ONU-REDD soumis par le bureau du FASM.
6. Le Conseil a pris note du cadre de financement du Programme ONU-REDD soumis par le bureau du FASM, et la situation de financement du Programme qui, au 15 octobre, était la suivante :

en dollars américains	Dépôt auprès du FASM	Alloués par le Conseil d'orientation	Fonds disponibles
Non affectés	76 793 268	55 904 672	20 888 596
Affectés	9 446 270	8 688 584	757 686
Total	86 239 538	64 593 256	21 646 282

7. Le Conseil a pris note de la résolution du Comité des Participants du FCPF concernant les potentiels partenaires de mise en œuvre, constatant qu'elle mentionnait les trois organismes ONU-REDD, entre autres, comme potentiels partenaires de mise en œuvre sous l'autorité du Fonds de préparation et de la Banque mondiale.

3^e séance – questions stratégiques et de politique

8. Les membres du Conseil se sont félicités de la poursuite et de l'achèvement de la stratégie 2011-2015 du Programme ONU-REDD (UNREDD/PB5/2010/6), et ont suggéré que certaines précisions et recommandations soient intégrées au document définitif. Le Conseil a ensuite

entériné la stratégie du Programme ONU-REDD. Des observations ont été formulées par : les OSC, la Norvège, le Vietnam, la Tanzanie, l'Argentine, le Mexique, le Danemark, l'UICN et l'IPFII.

9. Le Conseil a également pris note de l'évaluation du Programme ONU-REDD prévue en 2011, déjà annoncée lors de la quatrième réunion du Conseil.

4^e séance : programmes nationaux

Ordre de priorité pour le financement des nouveaux pays

1. (a) Le Conseil a décidé de confier à un groupe de travail à composition restreinte le soin de proposer des critères de sélection destinés à attribuer un niveau de priorité aux allocations de fonds soumises au Conseil lors de sa sixième réunion. Il a été convenu que le groupe de travail réunirait des représentants de chaque groupe de membres du Conseil d'orientation Programme ONU-REDD, selon la configuration suivante :

- Pays du Programme ONU-REDD – Argentine et Zambie
- Pays donateurs – Danemark
- Société civile – Global Witness (OSC-pays développés)
- Populations autochtones – Community Research and Development Services (CORDS) (PA-Afrique)
- Organismes des Nations Unies - PNUD

(b) Le groupe de travail sera animé par le secrétariat, qui a également été chargé de dresser le bilan des critères employés à des fins similaires dans d'autres processus et ce, afin de contribuer à l'élaboration de critères ONU-REDD ; et

(c) À des fins de transparence, le groupe publiera les résultats de ses travaux sur le site web du Programme ONU-REDD.

Allocations de fonds aux programmes nationaux

10. Le Conseil a approuvé les allocations de fonds suivantes (les formulaires de demande de crédits signés sont mis à disposition dans l'[espace de travail](#) et le [site web](#). Les observations du Conseil d'orientation y figurent. Conformément à la procédure habituelle, les observations seront abordées avant la signature des documents et le transfert de fonds).

(a)

Programme national initial Philippines	PNUD (\$) Financements communs au nom de la FAO, du PNUD, et du PNUE
Total général	500 000

(b)

Programme national initial Îles Salomon	PNUD (\$) Financements communs au nom de la FAO et du PNUD
Total général	550 000

(c)

Programme national complet Cambodge	PNUD (\$) Financements communs au nom de la FAO, du PNUD et du PNUE
Total général	3 001 350

(d)

Programme national complet Paraguay	(\$)	FAO	PNUD	PNUE
Total général	4 720 001	2 190 000	1 490 001	1 040 000

(e)

Programme national complet Papouasie-Nouvelle-Guinée	(\$)
Total général	6 388 884

En examinant la demande de financement de la Papouasie-Nouvelle-Guinée, le Conseil d'orientation a formulé certaines conditions et de recommandations qui doivent être satisfaites avant que ne soient finalisés le programme national et le transfert de fonds. Ces exigences sont énumérées dans le formulaire signé de demande de crédits (disponible dans l'[espace de travail](#)). Le Conseil a également prié les coprésidents de confirmer que la proposition, faite par les membres, d'apporter des rectifications à la répartition budgétaire des organisations des Nations Unies participantes soit intégrée au formulaire avant signature, afin que le document final reflète la répartition définitive.

11. Le Conseil a demandé au secrétariat d'établir pour la prochaine réunion une proposition de méthode afin d'améliorer la procédure d'évaluation indépendante, et une autre permettant d'établir des objectifs ciblés pour les Programmes nationaux d' afin de faciliter une évaluation des progrès réalisés.

Présentations de l'Équateur et du Nigéria

12. Étant donné que l'Équateur a, depuis la première réunion du Conseil d'orientation, le statut d'observateur, qu'il a enrichi les discussions en partageant ses expériences et présenté un

rapport détaillé sur la mise en œuvre de son programme national, le Conseil lui accorde, à titre exceptionnel, un délai supplémentaire afin qu'il puisse soumettre au Conseil, lors de sa sixième réunion en mars 2011, son programme national complet. Cette prolongation exceptionnelle et unique, valable seulement jusqu'à la tenue de sa sixième réunion, ne saurait constituer un précédent pour les décisions de financement à venir.

13. Le Conseil a salué l'exposé par le Nigéria de son engagement et ses avancées en faveur de la REDD+, et l'a invité à soumettre à l'examen du Conseil un programme national complet lors de sa sixième réunion en mars 2011. C'est à partir de cette date que s'appliqueront les nouveaux critères de dépôt de demandes de financement.

5^e séance : Programme global – mise à jour et projets à venir

14. Le Conseil a salué la décision de présenter en mars 2011, lors de sa sixième réunion, le projet de passer à cinq ans (2011-2015) le plan de financement du nouveau Programme global. Cela permettra de rendre opérationnelle la stratégie du Programme ONU-REDD et de faire correspondre les fonctions du secrétariat et les activités de soutien international fournies par les agences, toutes deux incluses dans le Programme global, avec l'année civile.
15. Étant donné le projet de mettre en place un plan de financement à plus long terme du Programme global et la nécessité de garantir les activités et la dotation en personnel du secrétariat, le Conseil d'orientation a convenu d'étudier en décembre 2010 la demande de financement du secrétariat pour une année (2011).
16. Étant données les contraintes de temps apparues en fin de réunion, le Conseil a également demandé au secrétariat d'envoyer par courriel le rapport d'étape sur le Programme global, incluant une proposition de cadre pour les normes sociales et environnementales, qui orientera le développement de programmes nationaux ONU-REDD – et plus généralement des processus de préparation nationaux – ainsi que d'autres domaines de travail.

6^e séance : Questions diverses et clôture de la réunion

Date de la prochaine réunion

17. Le Conseil a salué l'offre du Viet Nam d'accueillir la sixième réunion du Conseil d'orientation au Vietnam Hanoi la semaine du 21 au 25 mars 2011, consécutivement au Comité des Participants du FCPF.

Confirmation et annonce des prochains coprésidents

18. Conformément à sa procédure de rotation annuelle, le Conseil d'orientation a adopté la sélection de nouveaux coprésidents suivante :
 - a. Pour les pays du Programme ONU-REDD – à confirmer par la région Asie Pacifique ; et
 - b. Pour les organismes des Nations Unies – la FAO.

1^{ère} Séance : ouverture de la réunion

Allocution de bienvenue par les coprésidents

Ouvrant la réunion, Mme Veerle Vandeweerd et M. Vincent Kasulu, coprésidents, ont souhaité la bienvenue aux membres du Conseil d'orientation, aux observateurs permanents et aux observateurs invités. Mme Vandeweerd a dressé un état des lieux de la REDD+, évoquant la récente COP-10 de la CDB et la réunion ministérielle du Partenariat REDD+ à Nagoya, au Japon, et soulignant l'importance que revêtait la réunion à venir de la COP-16 (CCUNCC) à Cancun, au Mexique, ainsi que les travaux de préparation à Rio+20. Elle a souligné que le Programme ONU-REDD pouvait contribuer de manière déterminante à apporter des exemples et mettre en lumière les succès des travaux de préparation en vue de la REDD+. M. Kasulu a présenté la répartition des tâches convenue entre les coprésidents dans la conduite de la réunion. Tous deux ont souligné qu'il était capital que le Programme ONU-REDD, le FCPF et le FIP continuent de renforcer leurs efforts de collaboration, et ont invité les membres à assister à la toute première réunion conjointe fixée au samedi 6 novembre 2010.

Sur recommandation des coprésidents, le Conseil a souhaité la bienvenue aux pays, organisations et personnes ressources/experts qui avaient souhaité participer en qualité d'observateurs invités à la cinquième réunion du Conseil d'orientation (voir annexe 1 et 2 du présent rapport pour une liste des observateurs invités et des participants).

Informations et décisions du Conseil d'orientation

1. Le Conseil a souhaité la bienvenue à la Guyane et au Gabon comme pays partenaires du Programme ONU-REDD, en réponse à leur demande d'adhésion au Programme.
2. Le Conseil a approuvé l'ordre du jour.

2^e séance : échange d'information et progrès accomplis

Principales évolutions dans le Programme ONU-REDD depuis la 4^e réunion du Conseil d'orientation

M. Yemi Katerere, chef du secrétariat du Programme ONU-REDD, a évoqué les derniers faits saillants survenus depuis la quatrième réunion du Conseil d'orientation. Il a proposé un bilan des activités des programmes nationaux et mondial, faisant état de leur situation et de leur évolution.

Le suivi du mécanisme REDD+ a progressé, en particulier au regard des partenariats établis pour promouvoir l'utilisation de la télédétection dans l'évaluation et le suivi des stocks de carbone terrestre. L'implication des populations autochtones (PA) et des organisations de la société civile (OSC) a également progressé, notamment par la recherche d'une orientation en faveur d'un consentement préalable, donné librement et en connaissance de cause (CPLCC) et sa prise en compte dans les directives mondiales. Le Programme a également achevé l'élaboration d'une politique en matière de divulgation de l'information.

M. Katerere a informé le Conseil que le Programme comptait deux nouveaux pays partenaires, la Guyane et le Gabon, portant leur nombre à 29, et que les rapports intérimaires seraient présentés plus tard dans la journée par les pays en phase de mise en œuvre.

M. Katerere a souligné qu'il importait de resserrer la collaboration avec le FCPF et le FIP, initiatives de REDD+ accueillies par la Banque mondiale, afin d'accroître l'efficacité et l'harmonisation dans l'appui octroyé aux pays dans leur préparation. Un document conjoint précisant ces activités collaboratives sera présenté lors de la première réunion conjointe du Programme ONU-REDD, du FCPF et du FIP le 6 novembre. Une note d'orientation pour l'harmonisation de l'engagement des parties prenantes, des missions conjointes et l'élaboration d'un format d'harmonisation des R-PP sont autant d'exemples de rationalisation des travaux entre les initiatives REDD+ des Nations Unies et de la Banque mondiale.

En conclusion, M. Katerere a également mentionné la collaboration du Programme ONU-REDD et de la Banque mondiale, qui fournissent des services de secrétariat au Partenariat REDD+.

Annonces de contributions

L'Espagne a confirmé qu'elle soutiendrait le Programme à hauteur d'1 million d'euros pour 2010. Le Danemark a annoncé une nouvelle contribution de 33 millions de couronnes danoises (environ 6 millions de dollars). La Norvège a fait part de son intention de continuer à soutenir le Programme ONU-REDD, et le Japon a exprimé son intérêt pour une contribution au Programme global.

Rapport intérimaire 2010 et cadre de financement du Programme ONU-REDD

Mme Mari Matsumoto, gestionnaire de portefeuille au bureau du Fonds d'affectation spéciale multidonateurs du PNUD, a présenté le Rapport semi annuel du Fonds du Programme ONU-REDD (pour la période s'étendant jusqu'à juin 2010) et évoqué la disponibilité des fonds du Programme ONU-REDD. Elle a également présenté le [portail Internet du bureau du FASM](#), une plateforme web permettant d'accéder à des informations en ligne sur la situation financière du FASM.

Les contributions engagées par les donateurs s'élevaient à 92 millions de dollars au 4 novembre 2010, dont 45 millions ont été transférés; 23 millions ont été alloués à quatre programmes nationaux conjoints. Le taux de dépense du Programme a été d'environ 46%.

Le Conseil a approuvé le cadre de financement du Programme ONU-REDD soumis par le bureau du FASM et pris note de la situation de financement du Programme au 15 octobre.

Dernières informations concernant le FCPF

M. Benoît Bosquet, coordinateur de l'équipe de gestion du fonds du FCPF accueilli par la Banque mondiale, a présenté les principaux résultats de la septième réunion du comité des participants, lors de laquelle ont été approuvés deux nouveaux R-PP, l'un pour la Tanzanie et l'autre pour la RDP Lao.

M. Bosquet a également présenté une résolution permettant le pilotage de multiples partenaires de mise en œuvre. Divers partenaires potentiels de mise en œuvre sous l'égide du Fonds de préparation ont été énumérés dans la résolution: les banques de développement africaine, asiatique et interaméricaine, et la FAO, le PNUD et le PNUE aux côtés de la Banque mondiale. Le Cambodge et le Panama ont exprimé le souhait de participer à ce projet pilote.

Dernières informations sur l'avancée des négociations en vue de la REDD+

Mme Maria Sanz-Sanchez, du secrétariat de la Convention-cadre des Nations Unies sur le changement climatique (CCUNCC), a brièvement présenté l'avancée des négociations conduisant à la COP-16 à Cancun, au Mexique. Elle a expliqué que les négociations avaient pris un tour satisfaisant depuis la COP-15, ce qui ouvre la voie aux travaux de Cancun.

Décisions du Conseil d'orientation

1. Le Conseil s'est félicité des progrès réalisés par le Programme. Il a en particulier pris note de l'augmentation du nombre de pays partenaires et du portefeuille de financement, et du renforcement significatif de la coopération avec le FCPF et le FIP, initiatives REDD+ accueillies par la Banque mondiale.
2. Le Conseil a accueilli avec satisfaction les nouvelles annonces de contributions suivantes :
 - e) L'Espagne a confirmé son soutien au Programme et garanti 1 million d'euros pour 2010. Toutefois, du fait des difficultés financières actuelles, l'annonce d'autres engagements est suspendue.
 - f) Le Danemark a annoncé une nouvelle contribution de 33 millions de couronnes danoises (soit environ 6 millions de dollars américains).
 - g) Déterminée à maintenir son soutien au Programme ONU-REDD, la Norvège devrait annoncer une nouvelle contribution après l'approbation du budget national pour 2011.
 - h) Le Japon a annoncé qu'il envisageait de contribuer au Programme global.
3. Le Conseil a approuvé le rapport intérimaire semi annuel du Programme ONU-REDD soumis par le bureau du FASM.
4. Le Conseil a pris note du cadre de financement du Programme ONU-REDD soumis par le bureau du FASM, et la situation de financement du Programme qui, au 15 octobre, était la suivante :

En dollars américains	Déposés auprès du FASM	Alloués par le Conseil d'orientation	Fonds disponibles
Non affecté	76 793 268	55 904 672	20 888 596
Affecté	9 446 270	8 688 584	757 686
Total	86 239 538	64 593 256	21 646 282

5. Le Conseil a pris note de la résolution du Comité des Participants du FCPF concernant les potentiels partenaires de mise en œuvre, constatant qu'elle citait les trois organismes ONU-REDD, entre autres, comme partenaires potentiels de mise en œuvre sous l'autorité du Fonds de préparation et la Banque mondiale.

3^e séance – questions stratégiques et de politique

Stratégie 2011-2015 du Programme ONU-REDD

M. Yemi Katerere a présenté la stratégie du Programme ONU-REDD, précisant que le document était le fruit d'un effort conjoint des trois agences des Nations Unies, et que la priorité pour les prochaines années consisterait à accroître l'appui apporté aux pays dans l'élaboration et la mise en œuvre de la préparation à la REDD+. En outre, la stratégie souligne six domaines d'activité dans lesquels le Programme s'emploiera à fournir un soutien ciblé et approfondi : l'investissement au service du changement, un appui technique pour la mise au point de systèmes nationaux de MRV et de suivi du mécanisme REDD+, une plus grande mobilisation des populations autochtones, des communautés locales et d'autres parties prenantes en faveur des activités REDD+, le renforcement des structures de gouvernance, des moyens propres à favoriser le partage équitable des avantages et la mise en place de systèmes de rémunération aux fins d'avantages multiples. Dans l'ensemble, le Programme s'emploie à appuyer l'établissement d'une infrastructure institutionnelle et technique

de REDD+ à l'échelon national, afin d'élaborer et mettre en œuvre des stratégies nationales REDD+ conformes aux objectifs nationaux de développement et propices à la réalisation de ces objectifs. Il vise également à changer les politiques et à renforcer les moyens institutionnels permettant de transformer en profondeur le secteur forestier, et à doter les pays de systèmes et de moyens opérationnels afin qu'ils perçoivent les paiements REDD+ calculés sur les résultats et obtiennent des investissements supplémentaires.

La stratégie confirme le FASM dans son rôle de principal mécanisme de financement du Programme. Toutefois, pour faciliter la croissance et faire preuve de souplesse dans l'acheminement des fonds au Programme ONU-REDD, la stratégie prévoit aussi la création d'un deuxième guichet, ci-dessous qualifié de niveau 2. Ce guichet, coordonné par un comité directeur interinstitutions, permettra aux donateurs d'allouer directement des fonds aux organismes aux fins d'activités nationales ou de portée mondiale contribuant directement à la stratégie et au programme de travail d'ONU-REDD.

La stratégie énonce également l'étroite collaboration avec le FCPF et d'autres initiatives multilatérales. La cible de financement est fixée à 350-400 millions sur une période de cinq ans, axée sur un appui ciblé à 40 pays et un soutien à la préparation initiale pour 20 pays. M. Katerere a souligné que la stratégie était un document évolutif et qu'elle serait réexaminée périodiquement afin de refléter l'évolution de l'environnement.

Informations du Conseil d'orientation

Dans l'ensemble, la stratégie du Programme ONU-REDD a été bien reçue. Quelques précisions supplémentaires ont été demandées, et des recommandations formulées par les membres du Conseil (OSC, Norvège, Viet Nam, Tanzanie, Argentine, Mexique, Danemark, UICN et IPFII). En résumé, les remarques étaient les suivantes :

1. Nécessité d'appuyer le contrôle des protections et de prévoir des indicateurs d'évaluation des avancées. De même, collaborer avec les institutions internationales pertinentes sur les questions de gouvernance.
2. Renoncer à citer l'exploitation forestière à impact réduit comme exemple de rendement accru, préciser le sens de "gestion forestière durable" et souligner l'importance de la protection des forêts naturelles intactes.
3. Mentionner les MEA au regard des avantages multiples des forêts et la relation à la conservation du carbone.
4. Informer le Conseil d'orientation de la nature et du financement des activités de niveau 2.
5. Expliciter l'indicateur relatif à l'implication des parties prenantes et œuvrer à garantir que les populations autochtones seront d'emblée associées au processus de préparation à la REDD+.
6. Promouvoir une solide collaboration entre les organismes ONU-REDD et les autres initiatives REDD+ dans la phase de mise en œuvre.
7. Nécessité d'intervenir à la demande, et contribuer à doter les pays de moyens et à appuyer la mise en œuvre des décisions de la CCUNCC.
8. Concrétiser la stratégie sous forme de plan de travail et de cadre de financement, et se tenir prêt à lancer un cycle d'évaluation du programme en 2011.

Le secrétariat et les trois organismes des Nations Unies ont fourni des éclaircissements. Un nouveau texte relatif aux chapitres 5.4 et 5.6 de la stratégie a été fourni conjointement par les OSC et le PNUE pendant la réunion. Le secrétariat veillera à intégrer les amendements et précisions proposés à la stratégie.

Décisions du Conseil d'orientation

1. Les membres du Conseil se sont félicités de la poursuite et de l'achèvement de la stratégie 2011-2015 du Programme ONU-REDD (UNREDD/PB5/2010/6), et ont suggéré que certaines précisions et recommandations soient intégrées au document définitif. Le Conseil a ensuite entériné la stratégie du Programme ONU-REDD.
2. Le Conseil a également pris note de l'évaluation du Programme ONU-REDD prévu en 2011, déjà annoncée lors de la quatrième réunion du Conseil.

4^e séance : programmes nationaux

Mme Clea Paz-Rivera, administratrice des programmes nationaux au secrétariat du Programme ONU-REDD, a proposé un bilan des programmes nationaux comportant un diagramme révisé des cycles des programmes nationaux, conformément à la demande faite par le Conseil lors de sa quatrième réunion.

Lors de la 4^e séance, deux propositions de soutien initial (Philippines et îles Salomon) et trois propositions de programmes nationaux complets (Cambodge, Paraguay et Papouasie-Nouvelle-Guinée) ont été évoqués. En outre, l'Équateur et le Nigéria ont également soumis les feuilles de route relatives à leur programme national REDD+ à venir. Les pays ont souligné l'importance des secteurs forestiers et le rôle central que pourrait jouer le Programme ONU-REDD dans le soutien à la REDD+.

Allocations de fonds aux programmes nationaux (ensemble)

Décisions du Conseil d'orientation

1. Le Conseil a approuvé les allocations de fonds suivantes (les formulaires de demande de crédits signés sont mis à disposition sur l'[espace de travail](#) et le [site web](#). Ils mentionnent les remarques du Conseil d'orientation. Conformément à la procédure, les remarques doivent être transmises préalablement à la signature des documents et aux transferts de fonds.)
2. Le Conseil a demandé au secrétariat d'établir pour la prochaine réunion une proposition de méthode afin d'améliorer la procédure d'évaluation indépendante, et une autre permettant d'assortir les programmes nationaux d'objectifs propices à une évaluation des progrès réalisés.

Programme national initial des Philippines

Mme Analiza Reuelta-teh, secrétaire adjointe du chef de cabinet au Service des ressources environnementales et naturelles, a présenté le programme national initial ONU-REDD des Philippines. Elle a évoqué les trois résultats attendus et les effets corollaires du programme national initial, et l'ambition de se fonder sur les initiatives de développement et les partenariats REDD+ existants.

Observations du secrétariat

Mme Paz a résumé les résultats de l'évaluation indépendante et de l'examen par le secrétariat, et a souligné la forte appropriation du document, tout en préconisant que soit clairement défini le rôle des autres agences gouvernementales. Il importe également de prendre en compte les stratégies des autres secteurs de développement.

Recommandations du Conseil d'orientation

1. Soutenir le programme national initial, tout en rappelant que ce soutien ne constitue en aucun cas une garantie de financement pour un futur programme national complet.
2. Prévoir de mieux expliquer comment le respect de la législation peut être un moteur de déforestation et de dégradation des forêts, mais aussi de proposer des mesures pour remédier au déficit d'application des lois en prévoyant par exemple le renforcement des capacités des instances chargées du respect de la loi.
3. Inclure un cadre de suivi pour des garde-fous sociaux et de gouvernance.
4. S'appuyer sur les exemples d'utilisation antérieure, dans le pays, d'outils de suivi de faible niveau technologique.
5. Mentionner et expliciter dans le document le processus CPLCC.
6. Cartographier les différentes initiatives existantes et les intégrer à l'effet 1 en associant les donateurs, les ONG et les autres partenaires.

Les membres du Conseil ont également souligné qu'il importait d'impliquer les communautés et de s'inspirer de leurs expériences de suivi communautaire.

Décisions du Conseil d'orientation

1. Le Conseil d'orientation a approuvé l'allocation budgétaire suivante, en tenant compte des recommandations du Conseil d'orientation et du secrétariat. Ces recommandations devraient figurer dans la version définitive du document de programme national.

Programme national initial Philippines	PNUD (\$) Financements communs au nom de la FAO, du PNUD et du PNUE
Total général	500 000

Programme national initial des îles Salomon

M. Chanel Iroi a présenté le programme national initial ONU-REDD pour les îles Salomon. Après avoir évoqué le contexte de la REDD+ dans les îles Salomon, dont la surface boisée est la deuxième dans le Pacifique après la PNG, il a soulevé les difficultés de gouvernance existantes et évoqué les principales parties prenantes et la stratégie d'ensemble consistant à faire du programme initial un vecteur de meilleure coordination entre les partenaires et d'intégration de la REDD+ dans le développement. M. Iroi a décrit les trois résultats attendus et les effets du programme initial, et indiqué les enseignements à tirer des initiatives régionales et les synergies avec ces dernières.

Observations du secrétariat

Mme Paz a résumé les résultats de l'évaluation indépendante et l'examen par le secrétariat et a terminé en notant que le ministère était le principal moteur de l'élaboration des propositions – la participation des acteurs n'est pas clairement mentionnée dans les propositions, mais soulignée dans les effets 1 et 2 pour l'avenir.

Toutes les parties intéressées sont identifiées, et seront consultées dans le cadre de l'élaboration de leurs stratégies nationales REDD+. Le processus de consultation est défini. La mise en cohérence des

stratégies et initiatives nationales pertinentes sera soutenue au niveau international. Les risques sont définis, mais les stratégies pour les affronter doivent être répertoriées dans un journal des risques avant la signature.

Recommandations du Conseil d'orientation

1. Soutenir le programme national initial, tout en rappelant que ce soutien ne constitue en aucun cas une garantie de financement pour un futur programme national complet.
2. Prendre en considération l'existence d'un bureau du PNUD à Honiara qui appuiera la gestion du programme.
3. Reconnaître le rôle de la coopération régionale dans le respect du droit et de la gouvernance.
4. Mentionner la gouvernance et au suivi des garanties sociales et environnementales.
5. Indiquer précisément la dépendance aux financements ONU-REDD et identifier d'autres sources de financement.
6. Aborder les problèmes similaires de propriété foncière en Mélanésie.
7. Partager l'approche des Forums du Pacifique pour permettre l'échange d'expériences au niveau régional.

Des questions ont également été soulevées de savoir dans quelle mesure les Îles Salomon dépendent des financements du Programme ONU-REDD et si elles avaient identifié d'autres sources de financement. La nécessité d'être en contact avec le réseau d'ONG dans les Îles Salomon a aussi été évoquée.

Décisions du Conseil d'orientation

1. Le Conseil d'orientation a approuvé l'allocation budgétaire suivante, en tenant compte des recommandations du Conseil d'orientation et du secrétariat. Ces recommandations devraient figurer dans la version définitive du document de programme national.

Programme national initial Îles Salomon	PNUD (\$) Financements communs au nom de la FAO et du PNUD
Total général	550 000

Programme national complet du Cambodge

M. Omaliss Keo a présenté le programme national ONU-REDD pour le Cambodge. Il a proposé un aperçu du programme national envisagé, précisant les liens entre la feuille de route REDD+ et le programme national ONU-REDD. Après avoir fait état de la situation de la REDD+ au Cambodge, et expliqué les dispositifs de coordination et de mise en œuvre, il a précisé les six résultats proposés pour le PN, le budget détaillé, les arrangements de gestion de fonds et les risques et les enseignements tirés.

Observations du secrétariat

Mme Paz a résumé les résultats de l'évaluation indépendante et de l'examen par le secrétariat et conclu en conseillant au Cambodge de prévoir l'intégration de la société civile à l'équipe spéciale. Mme Paz a ajouté que le programme national ne couvrait pas l'ensemble des coûts du MRV et

demande au Cambodge de mieux définir l'ampleur de l'intervention MRV prise en charge par le PN avant la signature. Enfin, Mme Paz a demandé au Cambodge s'il souhaitait expérimenter la méthodologie d'évaluation et gestion des risques vis-à-vis des principes sociaux et environnementaux développée par le Programme d'ONU-REDD.

Recommandations du Conseil d'orientation

1. Envisager la consultation de la société civile par l'équipe spéciale.
2. Expérimenter la méthodologie d'évaluation et de gestion des risques vis-à-vis des principes sociaux et environnementaux d'ONU-REDD.
3. Signaler le processus FLEGT en cours au Cambodge.
4. Assurer la coordination des initiatives d'aide au développement et des nombreux conseils de gouvernance.
5. Mieux définir le champ d'intervention du MRV pris en charge par le PN et préciser que les ressources allouées au MRV sont insuffisantes, d'où l'importance de trouver d'autres sources de financement.
6. Expliquer plus en détail les mesures prises pour réduire la corruption.
7. Reconnaître le rôle des politiques, et pas seulement celles du MAFF, contribuant à la déforestation, comme l'agriculture et l'exploitation minière.
8. Signaler le rôle des acteurs non gouvernementaux, tels que les groupes forestiers communautaires, dans l'application des lois.
9. Privilégier la coopération régionale dans l'application de la loi.
10. Mentionner l'observation de la gouvernance ou une observation indépendante, en tenant compte des antécédents négatifs sur cette question.
11. La transparence budgétaire pourrait être poussée plus loin et ne doit pas se limiter aux pilotes
12. Le document de programme national est très centré sur la foresterie, et gagnerait à mentionner les moteurs de déforestation non sylvicoles.
13. Expliciter plus clairement les efforts consentis pour lutter contre l'exploitation forestière illégale.
 - a. Reconnaître l'importance de la coopération et de la coordination régionales, particulièrement cruciales dans le bassin du Mekong. La coopération régionale est également pertinente pour le volet MRV.

Décisions du Conseil d'orientation

1. Le Conseil d'orientation a approuvé l'allocation budgétaire suivante, en tenant compte des recommandations du Conseil d'orientation et du secrétariat. Ces recommandations devraient figurer dans la version définitive du document de programme national.

Cambodge	PNUD (\$)
Programme national complet	Financements communs au nom de FAO, du PNUD et du PNUE
Total général	3 001 350

Programme national complet du Paraguay

M. Rodrigo Mussi et M. Hipolito Acevei ont présenté le programme national ONU-REDD pour le Paraguay, expliqué le processus d'élaboration du programme national et indiqué les trois résultats.

Observations du secrétariat

Mme Paz a résumé les résultats de l'évaluation indépendante et de l'examen par le secrétariat, et conclu qu'ils révélaient une forte appropriation par l'INFONA et le SEAM, ainsi que la CAPI. Le document décrit également de manière appropriée le lien entre les stratégies et les plans nationaux, et fait clairement apparaître l'articulation avec la CAPI.

Des précisions supplémentaires concernant les stratégies avec le secteur agricole seraient souhaitables, ce qui pourrait être explicité avant la signature. En outre, Mme Paz a fait valoir que certains risques, comme ceux soulignés par l'évaluation indépendante, pourraient être mieux détaillés.

Recommandations du Conseil d'orientation

Le Conseil a accueilli avec satisfaction l'implication de la CAPI dans le processus.

1. Prévoir d'élargir le cadre juridique du pays afin de permettre l'application des propositions dans la stratégie nationale.
2. Les composantes du programme REDD+ doivent être intégrées au développement local.
3. Établir un dialogue avec le Brésil, principal pays consommateur de bois en provenance du Paraguay.
4. Envisager la nécessité d'évaluer le coût d'opportunité, en s'appuyant sur le type de sol et son utilisation actuelle – une bonne occasion d'impliquer davantage le monde universitaire dans le programme.
5. Mentionner la façon dont la question des droits fonciers des populations autochtones sera pris en compte dans la nouvelle réforme agraire.
6. Dans le sillage des efforts fournis par les États et l'ONU pour progresser, il importerait de garantir aux Guarani que leurs terres et leur territoire sont préservés. C'est à cette condition qu'ils pourront devenir de véritables partenaires.
7. Expliciter la façon dont les progrès rapides accomplis en matière de propriété foncière seront intégrés au cadre.
8. Prévoir des mécanismes permettant de surmonter les obstacles répertoriés dans le tableau de l'annexe B portant sur les menaces, les moteurs et les obstacles.

Décisions du Conseil d'orientation

1. Le Conseil d'orientation a approuvé l'allocation budgétaire suivante, en tenant compte des recommandations du Conseil d'orientation et du secrétariat. Ces recommandations devraient figurer dans la version définitive du document de programme national.

Programme national complet Paraguay	(\$)	FAO	PNUD	PNUE
Total général	4 720 001	2 190 000	1 490 001	1 040 000

Programme national complet de Papouasie-Nouvelle-Guinée

Mme Federica Bietta, Mme Gwen Sissiou et M. Paul Rame ont présenté le programme national ONU-REDD pour la Papouasie-Nouvelle-Guinée. La PNG a choisi un plan respectueux du climat pour l'ensemble du pays - avant de privilégier la REDD, ils ont indiqué que la PNG souhaitait porter ses efforts sur ce secteur. La MRV est au cœur du programme national.

Observations du secrétariat

Mme Paz a résumé les résultats de l'évaluation indépendante et de l'examen par le secrétariat. En conclusion, elle a mentionné plusieurs processus auprès des parties prenantes, puis indiqué que, d'après le document et les procès-verbaux de la réunion de validation, le niveau de participation apparaissait assez bas. Elle a ajouté qu'il n'était pas possible d'établir le degré de cohérence avec la stratégie respectueuse du climat, mais que le document précisait qu'il avait été conçu en prenant en compte cette dimension stratégique.

Le cadre de résultats du programme national est un mécanisme pertinent au regard de la cohérence et permet d'exposer de façon anticipée les besoins de financement, tout en précisant la part prise en charge par le Programme ONU-REDD. Le secrétariat a pris acte de la lettre adressée par l'Eco Forestry Forum au directeur de l'OCCD, qui s'inquiète de la consultation des acteurs, insistant sur la nécessité de traiter ces questions.

Décisions du Conseil d'orientation

1. Le Conseil a approuvé l'allocation totale de 6 388 884 dollars pour le programme national de Papouasie-Nouvelle-Guinée, sous réserve que soit satisfait un ensemble de conditions préalables (répertoriées ci-dessous) avant signature du document de programme national :

Programme national complet Papouasie-Nouvelle-Guinée	(\$)
Total général	6 388 884

- Qu'un vaste processus de consultation des parties prenantes sur la proposition soit entrepris, conformément à l'orientation opérationnelle du Programme ONU-REDD sur l'implication des populations autochtones et autres communautés tributaires de la forêt. La participation du Coordonnateur résident des Nations Unies à la conception et l'exécution du processus est encouragée.
- Que lien avec les autres activités liées à la REDD soit précisé et la coordination resserrée.
- Que la conception d'un système de MRV soit poursuivie, en tenant compte des observations de l'évaluateur.
- Que le contrôle des protections soit prévu et décrit.
- Que les mécanismes de financement soient réexaminés. La PNG s'est engagée en faveur de la

réforme de l'ONU "Unis dans l'action" : des dispositifs ont donc été mis en place pour une meilleure coordination et la fourniture d'une aide des Nations Unies. Le programme national ONU-REDD devrait mettre ces efforts à profit. Dans la mesure du possible, le volet du programme destiné à une mise en œuvre nationale devrait coïncider avec les arrangements nationaux de gestion de l'initiative "Unis dans l'action".

- Que l'allocation budgétaire pour chaque institution soit revue à la lumière des remarques précédentes. La répartition sur les activités devrait être revue afin de garantir que les conditions mentionnées ici sont satisfaites.
 - Il est souhaitable que le Bureau du changement climatique et du développement de la PNG et le Coordinateur résident des Nations Unies examinent le budget et veillent à ce que rien n'a été négligé pour exploiter les arrangements à l'échelon national des institutions et ainsi améliorer la mise en œuvre.
 - Que la version définitive du PNC comprenne une évaluation des activités de préservation des forêts (moratoire sur les nouvelles concessions agricoles et forestières, nouvelles zones de conservation, etc) au titre des mesures potentielles de réduction.
2. Le Conseil a prié les coprésidents de confirmer que la proposition, faite par les membres, d'apporter des rectifications à la répartition budgétaire des organisations des Nations Unies participantes soit intégrée au formulaire avant la signature, afin que le document final reflète la répartition définitive.

Autres commentaires :

Certains membres du Conseil se sont inquiétés de l'implication insuffisante des parties prenantes, notamment de la société civile et des entités gouvernementales, rappelant que le groupe de travail technique ne saurait se substituer à la participation des parties prenantes. Autres remarques : renforcement insuffisant des capacités au sein de toutes les composantes ; question des sauvegardes peu traitée ; veiller à la participation des propriétaires terriens et à l'application de la CPLCC ; prise en compte des obligations internationales de la PNG ; nécessité de protéger la biodiversité de la PNG et des services écosystémiques fournis par les forêts ; nécessité de clarifier les modalités de gestion ; absence de référence à une observation de la gouvernance ; l'attention portée à la transparence budgétaire et aux systèmes indépendants de répartition des bénéfices. On s'est aussi inquiété de la tenue de la réunion de validation, étant donnée la brièveté des délais pour les ONG et autres représentants des OSC. De plus, le Conseil d'orientation aura l'occasion de réagir de façon plus approfondie au document révisé du programme national avant la signature.

Présentation sur le futur programme national de l'Équateur

M. Marco Chiu a présenté les avancées de l'Équateur en vue de la REDD+ à ce jour, et demandé une affectation des fonds au programme national de l'Équateur, en précisant les résultats proposés et les processus afférents.

Décisions du Conseil d'orientation

1. Étant donné que l'Équateur a, depuis la première réunion du Conseil d'orientation, le statut d'observateur, qu'il a permis d'enrichir les discussions en partageant ses expériences et a présenté un rapport détaillé sur l'élaboration de son programme national, le Conseil lui a accordé, à titre exceptionnel, un délai supplémentaire afin qu'il puisse soumettre au Conseil d'orientation, lors de sa sixième réunion en mars 2011, un programme national complet. Cette

prolongation exceptionnelle et unique, valable uniquement jusqu'à la tenue de la sixième réunion, ne saurait constituer un précédent pour les décisions de financement à venir.

Présentation sur le futur programme national du Nigéria

M. Odigha Odigha a présenté les progrès réalisés dans l'élaboration du programme national du Nigéria. Ce dernier a sollicité l'aval du Conseil d'orientation pour élaborer une proposition nationale de préparation à la REDD+ qu'il soumettra lors du prochain Conseil d'orientation, pour une allocation budgétaire de 4 millions de dollars américains selon les mêmes modalités que l'Équateur.

Décisions du Conseil d'orientation

1. Le Conseil a salué l'exposé par le Nigéria de son engagement et ses avancées en faveur de la REDD+, et l'a invité à soumettre à l'examen du Conseil son programme national complet lors de sa sixième réunion en mars 2011. C'est à partir de cette date que s'appliqueront les nouveaux critères de demandes de financement.

Ordre de priorité pour le financement des nouveaux pays

Conscient de la nécessité de se doter d'un ensemble de critères afin d'examiner par ordre de priorité les demandes de financement des nouveaux programmes nationaux, le Conseil a noté que des contraintes financières étaient à craindre, alors que les demandes de soutien se multipliaient.

Décisions du Conseil d'orientation

2. (a) Le Conseil a décidé de constituer un petit groupe de travail chargé de proposer des critères de sélection destinés à attribuer un niveau de priorité aux allocations de fonds soumises au Conseil lors de sa sixième réunion. Il a été convenu que le groupe de travail réunirait des représentants de chaque groupe de membres du Conseil d'orientation Programme ONU-REDD, selon la configuration suivante :
 - Pays du Programme ONU-REDD – Argentine et Zambie
 - Pays donateurs – Danemark
 - Société civile – Global Witness (OSC-pays développés)
 - Populations autochtones – Community Research and Development Services (CORDS) (PA-Afrique)
 - Organismes des Nations Unies - PNUD.
- (d) Le groupe de travail sera animé par le secrétariat, qui a également été chargé de dresser un bilan des critères employés à des fins similaires dans d'autres processus et ce, afin de contribuer à l'élaboration de critères ONU-REDD.
- (e) À des fins de transparence, le groupe publiera les résultats de ses travaux sur le site web du Programme ONU-REDD.

5^e séance : Programme global

Présentation du Programme global

Mme Tiina Vahanen, fonctionnaire principale au secrétariat du Programme ONU-REDD, a présenté le plan d'élaboration d'un cadre de financement quinquennal pour le Programme global,

conformément à la stratégie du Programme ONU-REDD. Le nouveau document-cadre du Programme global sera soumis à l'approbation du Conseil d'orientation lors de sa prochaine réunion.

Mme Vahanen a également exposé les raisons de la décision intersession concernant le budget pour le secrétariat du Programme ONU-REDD. Les fonds du secrétariat seront épuisés à la fin de l'année, et un réapprovisionnement d'urgence est nécessaire pour couvrir les coûts de personnel. À l'avenir, les demandes budgétaires seront basées sur le document-cadre quinquennal.

Étant données les contraintes de temps et la nécessité de clore la réunion, elle a fait brièvement référence à la présentation Power Point illustrant les progrès réalisés par le Programme global. Elle a notamment fait état du travail entrepris sur les normes sociales et environnementales et sur l'outil d'évaluation des risques, et a invité les membres du Conseil à commenter le [document de travail](#) consultable en ligne.

Le Conseil a rappelé qu'il importait que les travaux du Programme ONU-REDD sur les principes sociaux et environnementaux soient entrepris en conformité avec l'initiative similaire du FCPF.

Décisions du Conseil d'orientation

1. Le Conseil a salué la décision de présenter en mars 2011, lors de sa sixième réunion, le projet de passer à cinq ans (2011-2015) le cadre de financement du nouveau Programme global. Un tel cadre permettra de rendre opérationnelle la stratégie du Programme ONU-REDD et de faire correspondre les fonctions de secrétariat et d'appui international assurées par les agences, toutes deux parties au Programme global, sur l'année civile.
2. Étant donné le projet de mettre en place un cadre de financement à plus long terme pour le Programme global et la nécessité de garantir la dotation en personnel et les activités du secrétariat, le Conseil d'orientation a accepté que lui soit soumise en décembre 2010 la demande de financement du secrétariat pour une année (2011).
3. Étant données les contraintes de temps apparues en fin de réunion, le Conseil a également demandé au secrétariat d'envoyer par courriel le rapport d'étape sur le Programme global, comprenant une proposition de cadre pour les normes sociales et environnementales, qui orientera l'élaboration des Programmes nationaux ONU-REDD et plus généralement les processus de préparation nationaux – ainsi que les évolutions des autres domaines de travail.

6^e séance : questions diverses et clôture de la réunion

Décisions du Conseil d'orientation

1. Un résumé des décisions et recommandations sera transmis avant le lundi suivant par courriel aux membres du Conseil, qui disposeront d'une semaine pour communiquer leurs commentaires.
2. Date de la prochaine réunion. Le Conseil a salué l'offre du Viet Nam d'accueillir la sixième réunion du Conseil d'orientation à Hanoi la semaine du 21 au 25 mars 2011, consécutivement au Comité des Participants du FCPF.
3. Confirmation et annonce des prochains coprésidents. Conformément à sa procédure de rotation annuelle, le Conseil d'orientation a adopté la sélection de nouveaux coprésidents suivante :
 - a. Pour les pays du Programme ONU-REDD – à confirmer par la région Asie Pacifique ; et
 - b. Pour les organismes des Nations Unies – la FAO.

Annexe 1 – Liste des observateurs

- Australie
- Chili
- Finlande
- FIP
- Allemagne
- Interpol
- UICN
- Japon
- Pérou
- UNESCO
- FNUF
- Agence Française de Développement (AFD)
- Bank Information Center
- Fonds Carbone
- Personnes ressources/experts – groupe de conseil indépendant (Environmental Defense Fund, Forest Peoples Programme et Responsible Finance Programme)
- Personnes ressources/experts – Cordinadora de la Organizones Indigenas de la Cuenca Amazonica (COICA) (alliance internationale des peuples autochtones et tribaux des forêts tropicales, pour la coopération économique internationale et le développement autonome dans le respect de l'identité)
- Pays-Bas
- The Nature Conservancy (TNC)
- World Wildlife Fund

Annexe 2 – Liste des participants

Prénom	Nom	Pays / Organisation
Karine	Belna	Agence Française de Développement
Abdon	Nababan	Aliansi Masyarakat Adat Nusantara (AMAN)
Mariana	Christovam	Institut amazonien pour la recherche environnementale (IPAM)
Paula	Moreira	Institut amazonien pour la recherche environnementale (IPAM)
Thomas	Sembres	ADR, Banque mondiale
Leandro Carlos	Fernández	Argentine
Kushla	Munro	Australie

Sean	Batten	Australie
Mark	Rentschler	Bank Information Center (BIC)
Josh	Lichtenstein	Bank Information Center (BIC)
Erika	Dueñas	Bolivie
Carlos	Fuentes	Bolivie
Omaliss	Keo	Cambodge
Wilfredo	Alfaro	Chili
Gerardo	Vergara	Chili
Elifuraha	Ole-Laltaika	Community Research and Development Services (CORDS)
Lucio	Santos	Colombie
Diego	Escobar Guzman	Cordinadora de la Organizones Indigenas de la Cuenca Amazonica (COICA)
Juan Carlos	Jintiach	Cordinadora de la Organizones Indigenas de la Cuenca Amazonica (COICA)
Chris	Meyer	Cordinadora de la Organizones Indigenas de la Cuenca Amazonica (COICA)
Rodriguea	Jorge Mard	Costa Rica
Laurent	Debroux	Costa Rica
Vincent	Kasulu	République Démocratique du Congo
Victor	Kabengele	République Démocratique du Congo
Kanu	Mbizi	République Démocratique du Congo
Fabien	Monteils	République Démocratique du Congo, PNUD
Peter	Iversen	Danemark

Jorgen	Karlsen	Danemark
Mike	Speirs	Danemark
Moeko	Saito	Danemark
Marco	Chiu	Équateur
Markku	Aho	Finlande
Peter	Holmgren	FAO
Jose Antonio	Prado	FAO
Alberto	Sandoval	FAO
Peter	Riggs	Fondation Ford
Benoit	Bosquet	FCPF
Peter	Saile	FCPF
Leonel	Iglesias	FCPF
Neeta	Hooda	FCPF
Rajesh	Koirala	FCPF
Kenneth	Andrasko	FCPF
Ranjith	Menon	FCPF
Haddy	Say	FCPF
Gerard	Kapp	FCPF
Rodrigue	Abourou Otogo	Gabon
Johannes	Scholl	Allemagne

Daniel	Haas	Allemagne
Dirk	Gaul	FEM
Vlrich	Ayel	FEM
Rosalind	Reeve	Global Witness
Rick	Jacobsen	Global Witness
Andy	White	Groupe de Conseil Indépendant sur les les Droits , les Forêts, et le Changement Climatique (IAG)
Kyeretwie	Opoku	Groupe de Conseil Indépendant sur les les Droits , les Forêts, et le Changement Climatique (IAG)
Marcus	Colchester	Groupe de Conseil Indépendant sur les les Droits , les Forêts, et le Changement Climatique (IAG)
Francesco	Martone	Groupe de Conseil Indépendant sur les les Droits , les Forêts, et le Changement Climatique (IAG)
Laksmi	Banowati	Indonésie
Estebancio	Castro Diaz	Alliance internationale des peuples autochtones et tribaux des forêts tropicales
Consuelo	Espinosa	Union internationale pour la conservation de la nature (UICN)
Julie	Lastra	Interpol
Junya	Nakano	Japon
Hidetaka	Ichikawa	Japon
Alfred	Gichu	Kenya
Patrick	M. Kariuki	Kenya
Josefina	Braña Varela	Mexique
Mari	Matsumoto	Bureau du Fonds d'affectation spéciale multidonateurs, Programme des Nation Unies pour le développement (bureau du FASM/MDTF)
Odigha	Odigha	Nigéria

Gebon Timothy	Kataps	Nigéria
Ogeneochuko	Odibo	Nigéria
Andreas	Tveteraas	Norvège
Monica	Svenskerud	Norvège
Gry	Asp Solstad	Norvège
Andreas	Dahl Jørgensen	Norvège
Ronny	Hansen	Norvège
Leslie	Marin	Panama
Federica	Bietta	Papouasie-Nouvelle-Guinée
Gwen	Sissiou	Papouasie-Nouvelle-Guinée
Paul	Rame	Papouasie-Nouvelle-Guinée
Kenn	Mondiai	Forum d'écoforesterie de Papouasie-Nouvelle-Guinée (PNGEFF)
Rodrigo	Mussi	Paraguay
Hipolito	Acevei	Paraguay
Gervais-Ludovic	Itsoua - Madzous	République du Congo
Channel	Iroi	Îles Salomon
Cristina García	Díaz	Espagne
Pacifique	Mukumba Isumbisho	Centre d'Accompagnement des Autochtones Pygmées et Minoritaires Vulnérables (CAMV)
Felician	Kilahama	Tanzanie
Evarist	Nashanda	Tanzanie

Gerald Jones	Kamwenda	Tanzanie
Duncan	Marsh	The Nature Conservancy
Analiza	Rebuelta The	Philippines
Yemi	Katerere	Secrétariat du Programme ONU-REDD
Tiina	Vahanen	Secrétariat du Programme ONU-REDD
Clea	Paz-Rivera	Secrétariat du Programme ONU-REDD
Cheryl	Rosebush	Secrétariat du Programme ONU-REDD
Onye	Ikwu	Secrétariat du Programme ONU-REDD
Linda	Rosengren	Secrétariat du Programme ONU-REDD
John Erik	Prydz	Secrétariat du Programme ONU-REDD
Reem	Ismail	Secrétariat du Programme ONU-REDD
Veerle	Vandeweerd	PNUD
Charles	McNeill	PNUD
Tim	Clairs	PNUD
Estelle	Fach	PNUD
Gaya	Sriskanthan	PNUD
Pierre-Yves	Guedez	PNUD
Santiago	Carrizosa	PNUD
Josep	Gari	PNUD
Nina	Kantcheva	PNUD

Asako	Takimoto	PNUD
Fernando	Pachano	PNUD
David	McLachlan-Karr	PNUD
Natarajan	Ishwaran	UNESCO
Ibrahim	Thiaw	PNUE
Tim	Kasten	PNUE
Ravi	Prabhu	PNUE
Barney	Dickson	PNUE-WCMC
Hossein	Moeini-Meybodi	Secrétariat du FNUF
María	José Sanz Sánchez	Secrétariat de la CCUNCC
Carlos	Mamani	UNPFII
Dr. Nguyen Ba	Ngai	Viet Nam
Pham Minh	Thoa	Viet Nam
Nguyen Thi	Tuyet Hoa	Viet Nam
Pham Manh	Cuong	Viet Nam
Ken	Creighton	WWF
Bruce	Cabarle	WWF
Anna	Chileshe Masinja	Zambie
Deuteronomy	Kasaro	Zambie

